

pétrolière du gouvernement fédéral est annoncée à la Chambre des communes; le principal point est la décision de former une société pétrolière nationale.

*7 décembre:* Le ministre de l'Énergie Donald Macdonald annonce la vente d'une centrale nucléaire canadienne à la Corée du Sud ainsi qu'une option pour une deuxième usine au coût estimatif de 250 millions de dollars chacune. *10 décembre:* Le gouvernement de l'Ontario introduit une loi qui oblige les conseils scolaires relevant de 17 districts et 8,000 enseignants à se soumettre à l'arbitrage exécutoire et à annuler les démissions présentées le 29 novembre; la loi sera retirée le 20 décembre lorsque les enseignants auront convenu de différer leurs démissions jusqu'au 31 janvier. *13 décembre:* Le Sénat renvoie le projet de loi controversé sur les tables d'écoute à la Chambre des communes après avoir éliminé l'exigence selon laquelle il faut par après faire savoir aux personnes en cause qu'elles ont été surveillées; les Communes rétabliront cette exigence et, le 10 janvier 1974, renverront le projet de loi au Sénat, qui l'adoptera. *14 décembre:* Le rapport final de la Commission royale d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales est déposé à la Chambre des communes; les recommandations comprennent un internement thérapeutique obligatoire de un à trois mois pour les opiomanes dont l'état est confirmé par un diagnostic; l'Association médicale canadienne rejettera la proposition dans une lettre envoyée par son président Peter Banks au ministre de la Santé Marc

Lalonde le 19 décembre. *18 décembre:* Le rapport du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien est déposé à la Chambre des communes; on y recommande entre autres d'attribuer au Yukon une plus grande partie des pouvoirs autonomes qu'exercent les législatures provinciales. Le premier ministre Trudeau introduit à la Chambre des communes un code des conflits d'intérêts à l'intention des fonctionnaires; le code prévoit que les fonctionnaires devront signaler leurs intérêts financiers ou commerciaux qui pourraient être considérés comme entrant en conflit avec leurs fonctions officielles. *19 décembre:* L'Orchestre symphonique de Montréal annonce qu'il pourra continuer ses activités grâce à des subventions provenant de citoyens, d'entreprises et des administrations provinciale et municipale; le président Robert Buck avait annoncé précédemment que des problèmes financiers allaient entraîner la dissolution de l'orchestre. *20 décembre:* Le ministre de la Justice Otto Lang annonce la création future d'une Commission des droits et des intérêts de l'homme qui aurait pour objectif de combattre la discrimination et de protéger les particuliers contre les pratiques malhonnêtes. Le sous-commissaire Maurice J. Nadon est nommé commissaire de la Gendarmerie royale du Canada pour succéder à W.L. Higgitt. *28 décembre:* Le juge Bora Laskin est nommé juge en chef de la Cour suprême du Canada; il succède à Gérard Fauteux.